



L'armée brésilienne se prépare à intervenir dans des conflits en Amérique Latine

Par [Telam](#)

Mondialisation.ca, 05 août 2020

[Telam](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

L'armée brésilienne se prépare à intervenir en tant que « solution » dans des problèmes régionaux en Amérique Latine. Le Ministre de la Défense fait campagne en ce moment pour élever de 1.8% à 2% du PBI la dépense militaire.

Les forces armées brésiennes estiment que l'Amérique du Sud n'est plus une région exempte d'éventuels conflits militaires et se préparent à intervenir dans la « solution » de problèmes régionaux, ainsi que dans la défense des intérêts brésiliens dans la jungle amazonienne et sur la côte atlantique, selon la nouvelle politique de défense nationale révélée aujourd'hui.

« *Il est impossible de ne pas tenir compte des tensions et des crises dans notre environnement stratégique, avec de possibles scissions pour le Brésil, afin que le pays soit motivé pour contribuer à la solution d'éventuelles controverses ou pour défendre ses intérêts* », indique la nouvelle version du *Livre blanc de la défense*, qui exprime un tournant dans la politique de sécurité extérieure du Brésil.

Ce manuel, renouvelé tous les quatre ans, met à jour les principales définitions de la politique de défense du pays le plus grand et le plus peuplé d'Amérique du Sud. Il sera remis au Congrès la semaine prochaine, dans un contexte où, pour la première fois depuis 1985, le gouvernement compte neuf ministères dirigés par des militaires et un ancien capitaine, Jair Bolsonaro, comme président.

Le *Livre blanc* sur la défense définit les questions et les conflits pour lesquels la mobilisation de troupes peut être ordonnée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Parmi celles-ci, sa nouvelle version inclut la pandémie actuelle de coronavirus, qui fait que le Brésil est sur le point d'enregistrer 2 millions de cas et 75 000 décès, et les ravages causés en Amazonie par l'agriculture intensive, l'exploitation forestière et minière illégale, un problème pour lequel le pays est remis en question par les investisseurs étrangers.

Selon le texte fourni par le journal O Estado de Sao Paulo, la mise à jour des directives de défense ne cite pas de pays adverses potentiels mais note qu'il y aura des « tensions et des crises » dans la région sud-américaine, où le Brésil possède la plus grande armée.

L'exception est le Venezuela, qui est désigné comme le point le plus critique de la région.

L'hypothèse d'un conflit avec le Venezuela a refait surface en 2019 lorsque le Brésil a

participé avec la Colombie à une tentative de forcer la souveraineté du Venezuela, dans le cadre d'une action dites « humanitaire » parrainée par les États-Unis et d'autres pays contre le gouvernement du président Nicolas Maduro.

Le ministre de la défense, le général Fernando Azevedo e Silva, premier officier militaire en fonction depuis la fin de la dictature en 1985, a déclaré que le plan n'est rien d'autre qu'une mise à jour d'une politique d'État et a été revu par le président Bolsonaro.

Le document souligne que la contribution de l'armée dans l'opération sanitaire pour faire face à la pandémie de coronavirus est la plus grande mobilisation de forces militaires au Brésil depuis la Seconde Guerre mondiale, lorsque le pays a rejoint les Alliés en fournissant 25 800 soldats, bien que seule une petite partie soit effectivement entrée en combat dans le nord de l'Italie.

Or, dans le scénario de la pandémie, la mobilisation dépasse 34 000 soldats brésiliens, selon le rapport.

L'importance que l'armée accorde à la pandémie depuis le début se heurte à la position personnelle de Bolsonaro et de son ministère de la Santé, dirigé par Pazuello, un logisticien accusé cette semaine par un juge de la plus haute cour du Brésil d'être « associé au génocide » que le gouvernement provoque avec sa politique de santé.

Le document suggère une plus grande présence de la marine sur la côte atlantique nord, dans l'État du Pará, dans le double but de surveiller la répartition de la production agricole dans le centre du pays et de contrôler les crimes environnementaux dans la région amazonienne, autour de la capitale Belém.

Le document maintient l'attention des militaires, héritée du gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010), sur la zone que les militaires brésiliens appellent l'Amazonie bleue, la richesse stratégique des 8 000 kilomètres de côte atlantique, où se trouvent les méga champs pétroliers sous-marins.

« L'Amazonie, ainsi que l'Atlantique Sud, est une zone d'intérêt géostratégique pour le Brésil. La protection de la biodiversité, des ressources minérales et hydriques, ainsi que du potentiel énergétique, est une priorité pour le pays », indique le document officiel.

Il met également en garde contre la préparation de réponses contre les « intérêts étrangers » dans la forêt amazonienne, la plus grande réserve d'eau et de biodiversité du monde, dont 60% appartient au Brésil.

Pour protéger son littoral, le Brésil construit un sous-marin nucléaire de technologie française, sur la base d'un accord entre le gouvernement Lula et la France, à l'époque sous la présidence de Nicolas Sarkozy, dans la ligne tracée à la fin des dictatures militaires sud-américaines, lorsque le Brésil a modifié son hypothèse d'un conflit dans la région méridionale limitrophe de l'Argentine et du Paraguay, au nord de l'Amazonie.

Les ressources et les casernes qui se trouvaient autrefois dans les environs des pays voisins se sont déplacées vers la région amazonienne, que le Brésil partage avec les trois principaux producteurs de cocaïne du monde : ses voisins la Colombie, le Pérou et la Bolivie.

Article original en espagnol : [Telam](#), le 16 juillet 2020.

Photo en vedette : [Pinterest.com](#)

Traduction de l'espagnol pour [Les 2 Rives](#) de : Romain Migus

Télam est une agence de presse argentine fondée le 14 avril 1945, qui fonctionne comme une société d'État. C'est la plus grande agence de presse en Amérique Latine et la deuxième en espagnol, bien qu'elle dispose également de portails en portugais et en anglais. Fournit des informations journalistiques à quelque 2 800 abonnés, y compris les médias nationaux et internationaux et les administrations nationales, provinciales et municipales.

La source originale de cet article est [Telam](#)

Copyright © [Telam](#), [Telam](#), 2020

Articles Par : [Telam](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca